

était, évoluer pour dépendre plus ou moins de l'industrie de fabrication, et j'affirme que le gouvernement actuel a fait plus pour la province du Nouveau-Brunswick depuis 1957 qu'on a jamais fait auparavant.

Lorsque le député de Gloucester (M. Robichaud), du Nouveau-Brunswick comme moi, prend la parole en cette enceinte, on a l'impression que tous les maux et les revers de fortune de cette province coïncident avec l'arrivée au pouvoir du parti conservateur, en 1957. S'il prétend avoir les réponses, s'il prétend que son parti détient les réponses, eh bien! examinons les faits et voyons les initiatives que le gouvernement actuel a prises pour favoriser ma province quant à l'aide directe, les immobilisations, et l'expansion des programmes. Je regrette qu'il ne soit pas présent en ce moment car j'aimerais remonter avec lui jusqu'en 1951, lorsque le premier ministre libéral du Nouveau-Brunswick est venu s'aboucher, à Ottawa, avec le gouvernement libéral, dont les vestiges occupent maintenant les quatre sièges qui nous font face.

Le premier ministre est venu à Ottawa pour demander qu'on l'aide à faire aménager un pont à Cross-Point. Qu'a-t-il obtenu? Il a obtenu des réponses, et ces réponses étaient conséquentes. En me fondant sur le compte rendu officiel de cette année-là, je cite les observations qu'il a faites lorsqu'il est rentré au Nouveau-Brunswick:

On ne peut voir, dans l'attitude du gouvernement fédéral, qu'une simple manœuvre en vue d'esquiver la responsabilité qui lui incombe en la mettant sur un autre dos que le sien. En 1945, il a reconnu la pleine part de responsabilités qui lui revient en termes si clairs qu'il faut être sot pour ne pas les comprendre.

Un peu plus loin, selon le compte rendu, il a ajouté:

C'est pour le moins étrange qu'Ottawa puise des millions au trésor fédéral pour les dépenser dans d'autres parties du Canada tout en refusant d'accepter ses responsabilités constitutionnelles quant à l'aménagement de ce pont qui coûterait environ —il n'y a pas de doute possible là-dessus—2 millions de dollars.

Comparez cela aux réalisations du gouvernement actuel. En 1957, le gouvernement du Nouveau-Brunswick, le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral ont entamé des négociations qui ont abouti à l'aménagement du pont entre Campbellton et Cross-Point, si important pour les gens du nord du Nouveau-Brunswick. Le député de Gloucester, qui pose en défenseur du Nouveau-Brunswick et des provinces Maritimes, a-t-il sollicité dans cette enceinte toute l'assistance possible en vue de faire aménager ce pont dans la province du Nouveau-Brunswick?

Passons à d'autres points. Chaque fois que le Nouveau-Brunswick est venu demander de l'aide fédérale pour son projet d'aménage-

[M. Stewart.]

ment de Beechwood, le régime libéral lui a toujours répondu non. Selon le très honorable C. D. Howe, nous n'avions pas besoin d'énergie électrique, puisque nous n'avions pas d'industries. Or, lorsque nous avons réclamé des industries durant la guerre, le gouvernement nous a répondu que nous ne disposions pas de l'énergie électrique qu'il fallait. Peu importe le point de vue envisagé, la réponse était donc toujours négative.

Au cours de la première guerre mondiale, sous le régime de sir Robert Borden, le Nouveau-Brunswick avait deux usines de munitions. Lors de la seconde guerre, le gouvernement n'a pas créé une seule industrie au Nouveau-Brunswick. Les députés libéraux d'alors se sont-ils levés pour implorer des subventions d'immobilisation du gouvernement à l'intention du Nouveau-Brunswick ou de toute autre province Maritime? Ce n'est pas le régime libéral qui a inventé les subventions de redressement destinées aux provinces de l'Atlantique; ce n'est pas lui, non plus, qui a institué le programme d'aide à la production d'énergie hydro et thermo-électrique; ce n'est pas lui, non plus, qui a lancé le programme de travaux d'hiver qui, cette année, va permettre qu'une somme de \$600,000 soit versée en salaires au Nouveau-Brunswick par le gouvernement fédéral. Avant 1957, nous n'avions jamais entendu quelqu'un réclamer ici le redressement de la moindre injustice faite au Nouveau-Brunswick.

L'honorable député de Gloucester (M. Robichaud) n'a jamais supplié le gouvernement de venir en aide au projet d'aménagement de Beechwood. Mon prédécesseur à la Chambre a déclaré qu'au point de vue technique ce projet était irréalisable. Il n'a pas appuyé la demande du Nouveau-Brunswick.

Qu'est-il arrivé quand le présent gouvernement est arrivé au pouvoir? Une somme suffisante a été avancée à un taux d'intérêt peu élevé pour aménager Beechwood. Nous avons obtenu des résultats du présent gouvernement. Tout ce que le très honorable C. D. Howe nous a donné, c'est un discours qui n'a sûrement pas contribué à la construction de Beechwood.

Au cours des années qui ont suivi la seconde guerre mondiale, alors que l'économie de la province périlait, mon honorable ami de Gloucester et ses acolytes s'occupaient de choses et d'autres, au lieu d'essayer de renflouer l'économie du pays. Qu'a-t-il fait? Rien. Les faits sont là pour le prouver. En 1944, le régime libéral a conçu l'idée d'un vaste programme des travaux publics, qu'il a appelé le programme d'expansion d'après-guerre. J'en sais quelque chose parce que j'y ai travaillé. Mais qu'est-il arrivé? Le programme a été mis au rancart et il n'en a